



FSU 52



FSU 52

Déclaration de la FSU au CDEN du 17 février 2012

Se mobiliser pour le service public d'éducation

La dégradation de l'Ecole se poursuit. Le budget 2012, dans la droite ligne des précédents budgets, place le service public d'Education sous perfusion. Pourtant, le gouvernement, dans le domaine éducatif, continue son autosatisfaction. Le ministre de l'Education Nationale se permet même de dire qu'on peut encore supprimer des postes, pour encore faire "mieux" avec moins ! Par le biais de rapports parlementaires successifs, la sonnette d'alarme est tirée depuis longtemps : on y dénonce la casse de l'Ecole par la politique aveugle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, on note une formation des enseignants sinistrée et on met en doute l'efficacité de tout ce dispositif en termes d'économie budgétaire (rapport Eckert - Cornut-Gentille).

La FSU dénonce ce budget et ses conséquences, notamment les fermetures de postes. Les mesures qui vont être prises se traduiront, en septembre prochain, par des fermetures de classes, des effectifs par classe encore plus lourds à tous les niveaux du système éducatif, une détérioration des conditions d'accueil des élèves, des remplacements qui seront, faute de moyens, encore plus mal assurés, des mises en réseau d'établissements absurdes, des suppressions de formations de proximité, des conditions de travail pour les enseignants de plus en plus dégradées.

L'inquiétude, la colère sont vives dans les écoles, les collèges, les lycées.

Le maître mot est : uniformisation. C'est la gestion comptable dans toute son horreur.

En Haute-Marne, depuis 10 ans, 104 écoles ont disparu, 190 postes ont été supprimés dans le premier degré au rythme moyen d'1 poste supprimé pour 14 élèves en moins.

L'an dernier, 18 postes ont été supprimés pour une baisse d'effectifs de 284 élèves. Cette année pour une baisse prévisionnelle du même ordre (-290 élèves) ce sont 41 postes qui disparaissent. En 2011, 1 poste a disparu pour 16 élèves en moins ; en 2012, c'est 1 poste pour 7 élèves en moins. Pourquoi cette brusque accélération ? La ruralité de la Haute-Marne n'est manifestement plus prise en compte : les normes doivent s'appliquer de la même manière sur tout le territoire. L'objectif est de retrouver les mêmes taux d'encadrement, que l'on soit dans une région prospère ou dans une région défavorisée. C'est la dictature du chiffre. L'Etat ne remplit plus son rôle.

Il est facile d'expliquer doctement que moins d'enfants entraîne mathématiquement une diminution des moyens et donc une diminution des postes et qu'en Haute-Marne, avec un P/E de 6,42, nous sommes toujours surdotés ! Mettre en avant la baisse démographique comme une donnée objective, c'est se donner bonne conscience pour accepter l'inacceptable. Mais n'est-ce pas la disparition des services publics qui entraîne l'exode des habitants ?

D'autre part, le taux de scolarisation des moins de 3 ans a toujours été plus important en Haute-Marne que pour l'ensemble de la France métropolitaine. Or ces dernières années en Haute-Marne la baisse de ce taux s'accélère. A l'Inspection d'Académie on se désole apparemment de ne pas arriver à scolariser les moins de 3 ans. En moyenne il y a plus de 22 élèves par classe dans le

préélémentaire : est-ce de nature à encourager les familles à mettre leur enfant précocement en maternelle ?

« *La vie est ici* » clame le panneau à l'entrée du département. Mais quelle vie ?

Les parents d'élèves qui ont fait le choix de vivre dans des communes rurales, acceptent, contrairement à leurs aînés, que les petits, notamment de maternelle, prennent le bus dès 3 ans pour aller à l'école, manger à la cantine scolaire et rester à la garderie avant de rentrer à la maison. Mais ils ne sont certainement pas prêts à accepter que les trajets s'allongent indéfiniment. Les arguments avancés - pédagogie plus adaptée, émulation des élèves lorsqu'ils sont plus nombreux - masquent une volonté de rentabilité administrative : concentrer au minimum 4 classes dans un même lieu, permet d'économiser des postes de direction et des postes de remplaçants...

Les derniers postes d'intervenants linguistes dans les écoles vont être supprimés, en totale contradiction avec le discours du ministre sur l'importance de l'enseignement des langues étrangères.

Les représentants des enseignants aux conseils d'administration des lycées et collèges constatent que les dotations horaires globales sont nettement insuffisantes et qu'elles imposent des choix qui contredisent encore le discours ministériel sur l'aide aux élèves en difficulté, sur les possibles groupes à effectifs réduits et à nouveau sur l'importance des langues étrangères. Et quand ce ne sont pas les heures insuffisantes, ce sont les injonctions du Rectorat relayées par l'Inspection Académique qui imposent des choix absurdes en contradiction avec l'autonomie tant vantée des établissements.

Quelques chefs d'établissement ont proposé avec zèle des suppressions de postes comme au lycée Saint-Exupéry à Saint-Dizier. Mais où vont-ils trouver 67 postes en lycée, 72 postes en LP et 3 postes en collège à supprimer ? Même avec une prime à la clé ...

Une fois de plus, les élèves les plus fragiles seront les plus touchés. Les élèves qui auraient dû aller en 4^{ème} et 3^{ème} SEGPA de Joinville à la rentrée prochaine vont devoir s'orienter vers l'EREA de Wassy. Le fait qu'en atelier ces élèves fragiles se retrouvent à 4 ou 5 semble insupportable à Madame la Directrice d'Académie. N'est-ce pas pourtant une situation idéale pour s'occuper de chacun d'eux ? Qu'advient-il des enfants pour lesquels les familles n'accepteront pas ce transfert ? A Wassy, c'est mieux, nous a-t-on dit. D'abord nous aimerions avoir l'assurance que le Rectorat donnera effectivement à l'EREA les moyens de mettre en place le champ professionnel horticulture promis. D'autre part, le collège de Joinville ne doit-il pas être reconstruit d'ici 3 ans ? Les locaux ne seront-ils pas adaptés ou ne sont-ils pas prévus ? Les élèves de SEGPA vont-ils être les grands oubliés comme à Luiz Ortiz ? OUI, l'enseignement spécialisé a un coût certain mais ne vaut-il pas mieux former des futurs citoyens qui pourront se débrouiller dans la vie plutôt que de les abandonner au triste sort d'assistés sociaux ?

Les nouvelles préconisations en matière d'enseignement professionnel semblent également démentir le slogan haut-marnais. Les CAP qui pouvaient offrir un avenir professionnel notamment à nos élèves de SEGPA, disparaissent. Les lycées professionnels sont démantelés. La section d'enseignement professionnel à Joinville est supprimée : les élèves iront-ils tous à St-Dizier ou Chaumont comme l'affirme l'administration ou quitteront-ils le système scolaire sans qualification ? Et que trouveront-ils à l'arrivée ? Le CAP agent polyvalent de restauration du lycée professionnel Bouchardon est supprimé, ... pardon ... transféré à Langres. L'avenir du lycée Eugène Decomble semble bien compromis : on veut le transformer en lycée des métiers de l'électricité et la première conséquence en est la disparition du CAP peinture en carrosserie, pourtant solide en termes de recrutement et d'offres d'emploi !

C'est l'incohérence qui prévaut. Dans les documents de la carte des formations, on note la nécessité de maintenir la diversité des formations proposées. Or c'est tout le contraire qui est fait avec la volonté de spécialiser les établissements. Pour des raisons économiques évidentes, les familles

souhaitent trouver des formations de proximité pour leurs enfants. Les jeunes chaumontais voulant une formation professionnelle courte devront-ils tous devenir électriciens ? Si nos jeunes sont obligés de partir pour suivre la formation de leur choix il y a bien peu de chance pour qu'ils reviennent et cela va accélérer la désertification de notre département. Enfin, ce gouvernement fait disparaître les CAP pour imposer la formation par apprentissage, avec à l'appui une publicité scandaleuse dans les media ("Attends, t'as embauché une personne en plus ?" "Oui." "Et t'as des charges en moins ?" "Exactement !").

Faut-il rappeler qu'un apprenti n'est pas un employé comme un autre, du fait de la formation qu'il n'a pas encore et du fait de son âge ? Comment les entreprises parfois durement touchées vont-elles pouvoir s'occuper de tant d'apprentis, dans la perspective de les embaucher ? Et pour leur donner quel savoir-faire ? La publicité vante à l'entrepreneur que "La formation en alternance, c'est la sécurité de recruter une personne adaptée aux besoins de son entreprise"... et pas d'une autre ? Et que dire de Pôle Emploi, déjà saturé de dossiers, qui devra aider tous ces jeunes à trouver un contrat d'apprentissage ?

Le dernier rapport de l'OCDE stipule : « *Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, l'instruction est devenue un investissement essentiel à la reprise économique et à la croissance à long terme. Les avantages qu'il y a à investir dans l'Education, à un stade précoce et jusqu'à la fin des études secondaires, dépassent les coûts que cela implique pour les individus et pour la société. En France, les jeunes diplômés du second cycle du secondaire affichent un taux d'emploi supérieur à au moins 21 points.* »

L'Education est donc, pour l'avenir de la jeunesse et du pays, la réponse la plus adaptée aux temps de crise économique.

Le gouvernement fait les choix opposés.

La FSU dénonce ce plan de désengagement de l'Etat vis-à-vis de son Ecole qui aura vu, en cinq ans, plus de 80 000 emplois supprimés dans l'Education.

Alors, l'avenir est ici ? Pour qui ? Les seuls retraités ?

La FSU appelle tous les responsables politiques de ce département à réagir contre cette politique de destruction. Nous sommes tous responsables de l'avenir des jeunes de ce département et devons faire des choix ambitieux pour les former et les qualifier, pour en faire des citoyens éclairés et responsables.

L'Education ne peut se faire au rabais.